

# AFRIQUE EVENEMENT

Magazine Panafricain d'Information Générale ■ ■ ■



**Mondial 2014**

# Bilan mitigé pour l'Afrique



**TOGO**  
Faure Gnassingbé :  
bilan positif à  
consolider



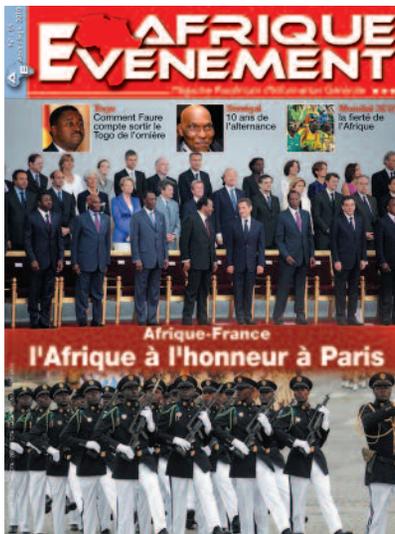
**MAURITANIE**  
Le président Aziz  
réélu pour un  
second mandat



**CÔTE D'IVOIRE**  
Guillaume Soro :  
missions de bons  
offices pour la paix

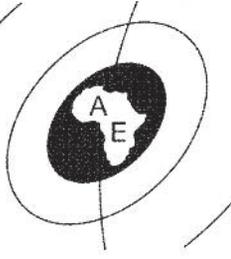
M 04833 - 18 - F: 3,00 €





# Le magazine de l'Afrique qui gagne





Afrique Evenement  
19 rue Jules vallès  
91000 Evry  
Téléphone : (+33) 7 51 26 13 71  
e-mail: [afrique.evenement@yahoo.fr](mailto:afrique.evenement@yahoo.fr)

**Directeur Général**  
Daniel Segun DJAGOUÉ

**Directeur de Publication**  
Daniel Segun DJAGOUÉ

**Rédacteur en Chef**  
Thibault ADJIBODIN

**Ont collaboré à ce numéro**  
Wilfried D. CRECEL  
Habib HUSSEIN  
Justin MENDY

**Chroniqueur**  
Lionel PKENOU-CHOBLI

**Charger de Mission**  
Kelly Kamen SIBENOU  
Stéphane Kangni DJAGOUÉ  
Sikavi FEBON

**Conception**  
François AGOUDAVI

**Edité par :**  
AFRICA WORLDWIDE

# Togo : sous la pression des appétits de 2015

**A**près deux semaines de discussions houleuses, les partis politiques togolais sont sortis bredouilles de l'immeuble de Togotelecom.

Ceux qui avaient prédit l'échec de ces discussions voulues par l'opposition avaient donc raison. Tout avait été fait par le CPDC (Cadre Permanent de Dialogue et de Concertation) et le CPDC rénové. Mais le leader actuel de l'opposition a voulu tester son leadership en drainant les autres et a réussi à le faire.

Jean-Pierre Fabre et l'ANC ont gagné la bataille en ce sens que ce fut une occasion pour démontrer leur prééminence sur les autres. La hiérarchie a été respectée, c'est tout. Les autres partis et regroupements de partis de l'opposition ont « suivi » le « leader » en y prenant une part active. Fabre a réussi à s'affirmer. Désormais, c'est lui qui mènera la danse au sein de cette classe politique encore décousue. Le message est donc clair : Gare à vous si vous ne soutenez pas le candidat unique de l'opposition que va imposer l'ANC en 2015, a-t-il voulu signifier à la coalition Arc-en-ciel et aux autres. En tout cas, en cas d'échec à la présidentielle, le bouc émissaire est déjà trouvé. Maintenant que cet objectif est atteint, on peut aller à l'Assemblée pour voter les réformes. Chacun sachant bien que le pouvoir n'acceptera jamais la rétroactivité de la loi. A quoi donc a servi tout le boucan qu'on a fait autour des réformes en voulant priver l'Assemblée de ses prérogatives ?

En vérité, celui qui aura tiré son épingle du jeu animé par l'opposition, c'est le parti au pouvoir. Non pas pour l'échec du dialogue tenu à Togotelecom, mais parce que son président, Faure Gnassingbé, a su prouver aux yeux de la communauté internationale son ouverture d'esprit, en accordant à

Jean-Pierre Fabre une audience historique sous les projecteurs. Mais si Faure Gnassingbé est ouvert au dialogue, il tient aussi au respect des prérogatives des institutions de la République. Il a



tenu à rappeler qu'au-delà des pourparlers dont il a instruit son Premier ministre de prendre l'initiative, l'Assemblée nationale avait son mot à dire. Ce qui est constitutionnel et démocratique.

Avancer l'argument, comme l'a fait le leader de l'ANC, que l'Assemblée Nationale n'est pas le cadre propice pour des échanges sur les réformes institutionnelles et constitutionnelles, n'était pas la bonne démarche. Les faits sont là. Il suffit d'une bonne volonté de part et d'autre.

A la vérité, le manque de confiance de l'opposition relève du peu de confiance des leaders entre eux et du manque d'affirmation des uns et des autres face aux turpitudes de l'ANC. Seul celui qui tire les ficelles sait là où il mène les autres. A quelques mois des joutes électorales de 2015, cette opposition croyait mettre Faure Gnassingbé dos au mur, espérant tout obtenir sur un plateau : des réformes taillées sur mesures à leur convenance et applicables ici et maintenant. C'était sans compter avec la lucidité et l'esprit d'anticipation du président de la République qui a prévu un plan B, consistant à demander à l'exécutif de déposer un texte sur la limitation du mandat présidentiel et le scrutin à deux tours, renvoyant ainsi la balle aux élus du peuple qui devront en décider en dernier ressort...



# Sommaire

## la politique

- 06 Union Africaine**  
Le 23<sup>ème</sup> sommet consacré à l'agriculture et la lutte contre le terrorisme
- 08 Mauritanie**  
Le président Aziz réélu pour un second mandat
- 10 Maroc**  
La diplomatie gagnante de Mohammed VI
- 13 Portrait**  
David Camille Biokou pour une synergie des forces en faveur du développement
- 16 Côte d'Ivoire**  
Soro : missions de bons offices pour la paix en Côte d'Ivoire
- 19 Togo**  
Faure Gnassingbé : bilan positif à consolider développement
- 22 Togo vision 2030**  
Vers un consensus national sur l'avenir





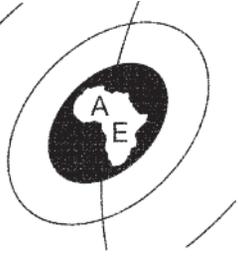
## l'économie

- 24 Partenariat et Développement**  
Bolloré tient ses promesses
- 27 Développement durable**  
La 12e Foire internationale de Lomé met les énergies renouvelables à l'honneur
- 30 BAD**  
L'Avenir avec la BAD : l'Afrique a les cartes en main

## Sport

- 33 Mondiale 2014**  
Le bilan mitigé pour l'Afrique





# Le 23ème sommet consacré à l'agriculture et la lutte contre le terrorisme



Photo de famille du 23ème Sommet de l'UA à Sipopo

**Le 23ème sommet ordinaire de l'Union africaine (UA) tenu à Sipopo en Guinée Equatoriale a planché sur le développement de l'Agriculture des pays africains et la lutte contre le terrorisme.**

**Thibault ADJIBODIN**

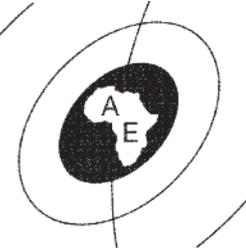
"**T**ransformation de l'Agriculture africaine pour une Prospérité partagée et un Mieux-être, à travers l'exploitation des Opportunités pour la Croissance Inclusive et le Développement Durable" : le thème de la rencontre est assez éloquent. C'est dire que le continent africain veut miser sur l'agriculture qui occupe plus de

67% de sa population, pour réaliser son développement. Depuis le sommet de Maputo, où il est décidé de faire plus d'investissement dans l'Agriculture, beaucoup d'efforts restent encore à faire. Plusieurs pays sont encore à l traine.

Invité du 23ème somme, le président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy Brey a déclaré que son pays était disposé à investir en Afrique, en particulier

dans le secteur agricole."Il est tout à fait naturel que l'Espagne, en tant que pays européen le plus proche de l'Afrique, ait une relation plus intense avec le continent, ce qui n'est pas le cas actuellement", a indiqué le président Brey.

Le sommet de Sipopo a également permis d'approuver un projet de protocole sur la création d'un Fonds monétaire africain et discuter des propositions de réforme du secteur agricole africain ainsi



DR Un 23ème sommet sous le signe de l'agriculture et la lutte contre le terrorisme

qu'une déclaration pour un accès préférentiel des femmes et des jeunes à l'agriculture a été adoptée.

### La sécurité, sujet préoccupant de l'heure

Le sommet a également planché sur la future force de réaction africaine. Les participants se sont mis d'accord sur le principe de la mise en place d'une force en deux temps. Tout d'abord, une «CARIC», une Capacité africaine de réponse immédiate aux crises composées d'une douzaine de pays volontaires du continent dans un premier temps. Et dans un second temps, d'ici à la fin 2015, la mise en place de cinq brigades régionales.

Selon la présidente de la commission de l'UA, Nkosazana Dlamini-Zuma, a souligné le "besoin de paix et de sécurité" pour pouvoir mettre en œuvre le programme de développement et d'agriculture. "Faire taire les armes d'ici 2020, voilà la priorité pour que les populations puissent cultiver la terre", explique-t-elle.

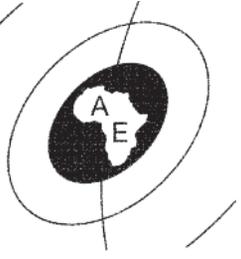
Le terrorisme et les menaces sécuritaires constituent des sujets préoccupant de l'heure en Afrique avec la menace Djihadiste au Sahel et Bokoharam au Nigéria. Su ce chapitre, les chefs d'État africains ont accordé l'importance qu'il fallait aux débats et aux discours. Passant en revue quelques-unes des



crises qui préoccupent l'ONU et l'UA, de la Somalie où doit se dérouler l'élection présidentielle en 2016, à la Centrafrique où les deux organisations collaborent pour le transfert de la Miska vers la Minusca en septembre 2014, e la crise au Soudan du Sud etc. Le Secrétaire Général de l'ONU, M. Ban Ki-moon a pour sa part mis en garde contre l'impunité en Afrique et demandé aux dirigeants de ne pas permettre aux individus soupçonnés d'avoir commis des crimes graves d'échapper à la justice. Il a demandé aux chefs d'Etat et de gouvernement africains de ne pas accorder l'asile aux suspects des crimes commis en République démocratique du Congo.

Sur le conflit territorial entre le Gabon et la Guinée Equatoriale, Ban Ki-Moon, a tenu une réunion informelle entre Ali Bongo et son homologue de Guinée équatoriale, Teodoro Obiang. Lors de son discours, il a appelé les présidents africains à se montrer "intransigeants et fermes" pour ne pas accueillir sur leur sol des chefs de guerre, rebelles ou chefs d'État déchus visés par des sanctions de l'ONU.

Sur la situation au Mali, il a exhorté toutes les parties prenantes au conflit malien à "se réunir immédiatement et sans conditions préalables pour négocier une paix durable" avec les groupes armés du nord.



# Le président Aziz réélu pour un second mandat

**C'est fait. Le Président sortant Mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz a été réélu pour un second mandat à la tête de son pays. Le Conseil constitutionnel de Mauritanie a confirmé le 29 juin les résultats du scrutin présidentiel tenu une semaine plus tôt.**

Justin MENDY

"Le candidat Mohamed Ould Abdel Aziz est élu président de la République islamique de Mauritanie au premier tour de l'élection présidentielle du 21 juin 2014 pour avoir obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés". Le verdict des urnes a été prononcé par le président du Conseil, Sgheyir Ould M'barek.

Le président Aziz l'emporte avec 81,94% des voix. Il est suivi du militant anti-esclavagiste Biram Ould Dah Ould Abeid (8,72%). Le candidat Ould Abeid avait déposé un recours pour l'annulation du scrutin. Sa requête a été rejetée pour vice de forme.

En bas du tableau, les trois autres candidats se partagent le reste des suffrages. Boidiel Ould Houmeid, candidat du parti El-Wiam (opposition modérée) obtient 4,41% contre 4,43% pour Ibrahima Sarr, un représentant de la communauté négro-mauritanienne, alors que l'unique femme en course, Lalla Mariem Mint Moulaye Idriss obtient seulement 0,48% des voix.

## Election justifiée

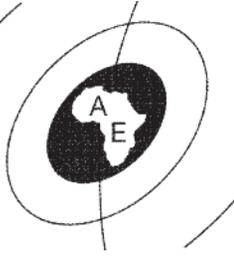
Même si le taux de participation a été l'enjeu principal de ce scrutin, surtout avec le boycott d'une partie de l'opposition, l'élection présidentielle du 21 juin, avec 56,55% de participation ne décrédibilise pas la victoire de Mohamed Ould Abdel Aziz. L'absence de l'opposition radicale devrait être perçue comme



Le Président Mohamed Ould Abdel Aziz



Le candidat Ould Abeid



> AFRIQUE

une abdication face à un adversaire de taille dont le bilan du premier mandat est rassurant pour les populations. Cela est aussi le signe d'un chèque de cette opposition rassemblée au sein du Forum national pour la démocratie et l'unité (FNDU) qui avait appelé au boycott. En effet, rien ne pouvait arrêter le processus électoral. Face au dilatoire d'une opposition dont le but inavoué est de bloquer le processus et mettre en difficulté le pouvoir, ce dernier n'a fait que prendre ses responsabilités et tenant la présidentielle. Mohamed Ould Abdelaziz, qui se veut un bon démocrate a confirmé le bien que la communauté internationale pensait de lui en respectant les délais constitutionnels et tenant ce scrutin à bonne date. Sa réélection est dans l'ordre normal des choses. Après cinq années de gestion, Mohamed Ould Abdelaziz jouit d'un bilan positif qui a joué en sa faveur. "Le président Mohamed Ould Abdel Aziz a remis de l'ordre dans la gestion de la chose publique par sa campagne menée contre la gabegie. Il est aujourd'hui le seul à pouvoir mener la Mauritanie vers un avenir meilleur", avait estimé Assa Toka Diagana, présidente de l'initiative des femmes. Plusieurs mouvements et organisations avaient promis qu'ils allaient lui renouveler leur confiance.

**Pour un rayonnement international de la Mauritanie**

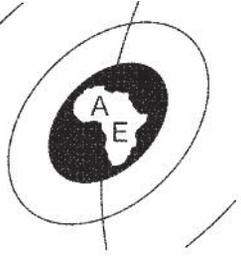
Lors de son premier mandat, Mohamed Ould Abdel Aziz a engagé le pays sur la voie de la démocratie. Sa réélection constitue un atout pour le pays, tant cela permettra de consolider et de raffermir l'encrage démocratique en Mauritanie. Aussi le pays gagne de plus en plus en matière de crédibilité et de rayonnement international avec le régime de Mohamed Ould Abdel Aziz. Pour preuve son élection en septembre 2013 à la tête de l'Union Africaine (UA), est une conséquence de ses efforts visant à inscrire la Mauritanie dans le registre des nations modernes. De mémoire d'africain, c'est la première fois qu'un Chef d'Etat mauritanien a été élu par ses pairs pour diriger l'organisation panafricaine. Les questions de sécurité et de lutte contre



Des milliers de membres de la communauté Harratine (descendants d'esclaves) ont organisé mardi à Nouakchott une marche de soutien au manifeste sur les droits politiques, économiques et sociaux des Harratines.

le terrorisme étant la principale préoccupation au Sahara et sur le continent ces dernières années, Mohamed Ould Abdel Aziz avec son statut d'ancien militaire, et de par sa maîtrise des enjeux sécuritaires, joue un rôle efficace aux côtés de ses pairs. A ce jour, il a réussi à éradiquer la menace

Djihadiste dans son pays et il est fortement impliqué dans la recherche aux solutions à la situation que connaît le Mali. Soucieux du développement de son pays et du continent, il déclare que "l'on ne peut pas parler de développement sans parler de sécurité".



# La diplomatie gagnante de Mohammed VI



DR Mohammed VI accueilli par IBK, mercredi 18 septembre, à Bamako



DR Visite officielle du Roi Mohammed VI au Gabon accueilli par Ali Bongo



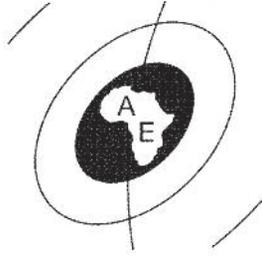
DR Le roi du Maroc, Mohammed VI, accueilli avec les honneurs en Côte d'Ivoire, le 23 février 2014

**Le Maroc est à la conquête de l'Afrique Subsaharienne. Une conquête légitime qui engrange des victoires à la diplomatie marocaine.**

**Thibault ADJIBODIN**

**V**isite du Roi Mohammed VI dans plusieurs pays en Afrique subsaharienne. Conférence sur l'avenir de l'Afrique après 2015 organisée par le Maroc au siège de l'ONU, assaut des banques marocaines dans la sous-région, forum économique Maroc-Côte d'Ivoire, Maroc-Mali etc...la démarche mise en branle par les autorités marocaines ces dernières années vise un repositionnement stratégique sur le continent. Objectif : accroître l'influence du Maroc dans

cette région du continent Légitime ! L'Afrique subsaharienne représente un enjeu géopolitique important. Avec l'effondrement de la Lybie, et disposant de plusieurs intérêts géostratégiques très importants dans la sous-région le Maroc se doit de se rapprocher des pays de l'Afrique subsaharienne. Mieux Rabat en fait la principale priorité de sa politique étrangère. Cette diplomatie qui vise à faire du Maroc une puissance dominante dans la région subsaharienne, lui permettra de doubler la stratégie de son voisin



## > INFLUENCE DU MAROC EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Algérien qui tend à l'isoler des pays situés au sud du Maghreb. Selon les analystes le renforcement de la position marocaine en Afrique demeure primordial, car susceptible d'offrir au Royaume un dynamisme économique en plus d'un soutien diplomatique important dans les dossiers les plus sensibles, en particulier celui du Sahara.

### Présent un peu partout en Afrique

S'étant retiré de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en 1984, le Maroc a toujours maintenu des relations bilatérales avec les pays d'Afrique subsaharienne. Ce qui lui a évité l'isolement sur un terrain où la Lybie et l'Algérie étaient fortement présents. Grâce à ces relations bilatérales le Maroc peut déployer sa nouvelle stratégie de la reconquête de l'Afrique subsaharienne.

Cette nouvelle stratégie lui permettra d'élargir son influence en consolidant et en développant des relations profondes avec plus de 40 pays en Afrique et par ricochet, on note une augmentation considérable du nombre des représentations diplomatiques en Afrique subsaharienne, qui confère au drapeau marocain une omniprésence de plus en plus remarquable.

La multiplication des visites officielles de Mohamed VI et ses émissaires ces des derniers temps est la preuve éloquente de cette volonté politique. On note pour exemple, que le souverain marocain a effectué de nombreuses tournées africaines entre 2000 et 2013 qui l'ont conduit dans plus de 12 pays subsahariens.

Au plan militaire comme culturel, le Maroc marque toujours sa présence aux côtés de ses partenaires africains, dont il défend souvent la cause au conseil de sécurité de l'ONU (2011-2013), à travers la participation aux opérations de maintien de paix, à travers les sommets, à travers les commissions mixtes chargées de renforcer le cadre stratégique et politique entre le Maroc et la majorité des pays d'Afrique subsaharienne ; et à travers une diplomatie culturelle (organisation d'une journée africaine

en mai 2013, une rue de Raba baptisée rue "Unité Africaine", des conférences traitant des relations Afrique-Maroc furent aussi organisées etc...)

**Une présence économique renforcée**  
Apôtre d'une coopération sud-sud renforcée, le Maroc a pris l'initiative



Le Roi sur le chantier des projets immobiliers du groupe Alliance à Ebimpé.



Projets immobiliers à Ebimpé (Anyama) : Le Roi Mohammed VI sur le chantier

d'annuler les dettes des pays très pauvres d'Afrique. Cette décision l'amène à renforcer la confiance de ses partenaires africains et lui a permis de se repositionner convenablement sur la scène africaine. Plusieurs projets de développement humain et social lui permettent de renforcer sa présence économique dans toute la région subsaharienne. Le secteur privé marocain ne reste pas en marge de ce développement de la coopération Maroc-Afrique subsaharienne. Les entreprises marocaines publiques ou privées implantées en Afrique subsaharienne investissent dans des secteurs susceptibles de

favoriser la croissance des pays de la région. Sont visés le secteur bancaire (Attijari wafabank présente au Sénégal, au Mali au Togo etc..), le secteur financier (CDG, Groupe Achaabi présente en Côte d'Ivoire, Mali, Guinée) ou même le secteur des télécommunications (Maroc Télécom qui contrôle des sociétés de communication du Sénégal, Mali et Burkina Faso)

Dans le cadre de la promotion de sa sécurité alimentaire, le Maroc est présent avec l'industrie agroalimentaire (la société OCP apporte son expertise et son expérience). Il y est présent également à travers l'exportation du modèle de l'énergie renouvelable, ce

qui constitue une innovation importante dont les retombées seront positives pour les pays qui souffrent encore de pénuries de l'énergie.

Selon les statistiques, cette diplomatie économique offensive menée par le Maroc semble porter ses fruits, en effet, les échanges commerciaux entre les différentes parties sont passés de 11,7 milliards de DH en 2010 à plus de 16 milliards de DH à la fin de l'année 2012. Les chiffres iront, s'améliorant les années à venir. Ce qui permettra au Maroc de consolider son influence et d'aider ses partenaires subsahariens à évoluer vers l'émergence.



Bénin



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Guinée-Bissau



Mali



Niger



Sénégal



Togo

### Domaines d'interventions

- Industrie & Agro-industrie
- Développement agricole et rural
- Infrastructures de base & Infrastructures modernes
- Télécommunications
- Energie
- Transport, Hôtellerie

### Formes d'interventions

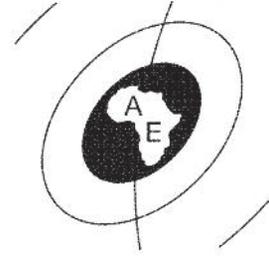
- Prêts à long et moyen termes pour le financement des projets nationaux ou internationaux
- Garantie
- Arrangement de financements
- Conseil financier
- Prise de participation au capital d'entreprises ou des Institutions Financières Nationales (IFN)
- Financement d'études de factibilité de projets ou d'études d'ingénierie
- Financement du transfert, à des ressortissants de l'UEMOA, de la propriété des moyens de production et de distribution de bien et services
- Assistance aux petites et Moyennes Entreprises (PME) à travers les lignes de crédits ou accords-cadres de refinancement accordée aux Institutions Financières Nationales (IFN)
- Allègement des conditions d'emprunts par bonification d'intérêt pour les projets relevant du secteur non marchand



**BOAD**

**BANQUE OUEST AFRICAINE  
DE DÉVELOPPEMENT**

BP : 1172 Lomé Togo - Tel. : +228 221 59 06 / 221 42 44 - Fax : + 228 221 52 67 / 221 72 69 - site web : [www.boad.org](http://www.boad.org) - E-mail : [boadsiege@boad.org](mailto:boadsiege@boad.org)



# David Camille Biokou pour une synergie des forces **en faveur du développement**

**Ville historique, cité des valeurs intrinsèques du Bénin, terre natale des grands hommes qui font la renommée du Bénin moderne, Porto-Novo la capitale politique béninoise a besoin de la synergie des forces de ses fils et filles pour son développement. Dixit David-Camille Biokou.**

**Thibault ADJIBODIN**

C'est une chose évidente. Le niveau de développement de la ville de Porto-Novo n'est pas à la hauteur de son rang parmi les villes béninoises. Tout visiteur peut s'étonner de ce déséquilibre.

Les infrastructures devant accompagner ce titre sont abonnées aux absents. A qui la faute ?

Loin de s'en prendre aux régimes qui ont successivement dirigé le Bénin, un digne fils du milieu, David Camille Biokou trouve la solution dans la synergie de fils et fille de la ville pour son développement.

En effet dans un contexte où le libéralisme économique est en vogue dans le pays africains et dans un contexte où la démocratisation du développement et à la mode, la responsabilité des citoyens est grande face au développement de la cité. L'Etat n'est plus le seul responsable face aux enjeux de développement.

Et pourtant, souvent très compétents, les cadres de l'administration, hauts fonctionnaires, politiciens au pouvoir comme dans l'opposition, technocrates, entrepreneurs privés, commerçants, etc Porto-Noviens au Bénin comme dans la diaspora ont toujours été couronnés de succès partout où ils passent. La plupart, à l'instar des Grands noms comme Adrien Houngbédji, Mme Yayi Boni, Karamath Ibikounlé, Samuel Dossou, Ybathou Glèlè, les Schanou,

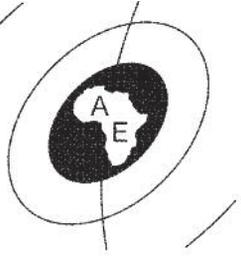


DR David Camille Biokou

les De Chacus, les Aphity etc... ont marqué la vie socio politique et économique du pays. Sans trop dire sur l'histoire du Bénin moderne, reconnaissons qu'il a toujours été ainsi depuis la nuit des temps.

Parmi ces dignes fils Porto-Noviens, parmi ses têtes bien faites, il y a un homme d'affaire et politique dont la

renommée dépasse les limites du Bénin. Il s'agit de David Camille Biokou. Modeste, visionnaire, David Camille Biokou, presque la cinquantaine est un homme engagé à l'épanouissement de sa communauté. En se lançant très tôt dans l'entrepreneuriat privé, il a manifesté sa conviction que dans un pays en voie de développement, le secteur privé



## > PORTO-NOVO

est pourvoyeur d'emplois et créateur de richesse. Par conséquent, les gouvernements doivent promouvoir et encourager le secteur privé qui devra contribuer efficacement à la croissance économique. Ce paradigme, David Camille est l'un des rares intellectuels Béninois à l'avoir compris très tôt dans les années 1990, alors que l'ajustement structurel imposé par les institutions de Bretonwood mettait en mal nos économies, pendant que les régimes politiques d'alors n'étaient là pour inciter le secteur privé à se développer et à prendre part active à l'économie des pays africains. Clairvoyant, audacieux et courageux il décida de se jeter à l'eau avec ses maigres ressources en créant la caisse de micro-crédit dans sa ville natale. Il n'avait que 31 ans. En ce moment au Bénin, la micro-finance n'était pas développée, il y avait seulement deux structures PADME et PAPME. Objectif : lutter contre la pauvreté en permettant aux plus démunis d'avoir accès au crédit et créer des activités génératrices de revenus. Et lorsqu'on demande ce que signifie pour lui lutter contre la pauvreté ? Il répond avec conviction : « Lutter contre la pauvreté, c'est sorti la couche économiquement faible de son état de difficultés financières. Qui parle de la lutte contre la pauvreté parle également de la sortie de la grande majorité de nos compatriotes, de nos frères et sœurs de leurs problèmes ». Parole d'humaniste, qu'est le digne fils de Porto-Novo. Fort heureusement cette structure qui s'est répandue dans tout le Bénin et qui marche encore à merveille aujourd'hui. Nombreux sont les natifs de Porto-Novo qu'il a fait embaucher dans les différentes structures de son institution de micro-finance. Même la réforme d'immatriculation au Bénin porte la griffe de David Camille Biokou. C'est lui qui a créé la SPA et apporte son expertise à aider l'Etat béninois à mettre sa stratégie nationale d'immatriculation. Le succès de cette collaboration révèle ses talents de jeune novateur, d'homme d'affaire moderne à la pointe de l'évolution technologique.

Mais cette expérience aura permis à Biokou de comprendre qu'il est en avance sur ses contemporains, d'autant plus qu'il 'en sort avec quelques égratignures du fait des esprits attardés. Sans se décourager il va monnayer son expertise à l'extérieur du Bénin. Aujourd'hui, David Camille Biokou est le représentant d'un grand groupe juif-américain qui détient un chiffre d'affaire faisant des centaines de fois le budget général de l'Etat du Bénin.



Cette société travaille dans le domaine de la sécurisation des documents d'ordre un et d'ordre deux. Les documents d'ordre un sont des billets de banque, les documents d'ordre deux, sont tous les documents qui sont sensibles et exposés à la falsification. Jouissant d'un sens élevé du développement et du progrès de son milieu, David Camille Biokou se fait du souci pour sa ville natale dont le prestige n'est pas à la hauteur de son rang de capitale politique du Bénin. Et pourtant Porto-Novo regorge de valeurs sûres, de ressources humaines et naturelles qui méritent d'être valoriser d'avantage. Malheureusement, il y en a qui en ce 21ème siècle, continuent de cataloguer les gens d'opposants ou de non opposant. Ce que refuse Biokou... surtout lorsqu'il s'agit du développement. « . Il faudrait que les gouvernants sachent que Porto-Novo n'est pas le creuset de l'opposition ou le giron de l'opposition mais plutôt la capitale du pays », lance

—il dans les colonnes de notre confrère Repère Média.

Pour lui, les fils et filles de Porto-Novo doivent faire abstraction de ces considérations de divisions, dans leurs relations interpersonnelles, dans leur mentalité, et penser beaucoup plus au développement de leur ville dont ils sont fiers. Il faut une synergie des forces, une combinaison des différences, d'appartenance et d'idéologie politique, de religion pour le développement de

Porto-Novo : « S'il y a quelque chose à faire, il faut que les filles et fils de Porto-Novo se mettent ensembles pour que nous construisions Porto-Novo », souligne-t-il avant d'insister : « Il faut que ça s'arrête, il faut une volonté politique, une volonté de ses filles et fils et une volonté des autochtones pour que Porto-Novo change ». Cela a été de tous temps la bataille du président du Parti du Renouveau Démocratique (PRD), Me Adrien Houngbédji. La vision de David-Camille Biokou, si elle acceptée et mis en œuvre donnera une nouvelle considération à Porto Novo en ce sens que lorsque les Porto-Noviens

auront hissé leur ville à un niveau donné, elle suscitera plus d'attention de la part des pouvoirs publics, de la part des décideurs et partenaires internationaux en développement.

L'appel de Biokou va-t-il être entendu ? En tout cas il faut voir à travers cette vision le sens de responsabilité d'un homme qui aime son milieu et s'il a toujours su jouer son rôle dans la vie des populations de Porto Novo lorsque ces dernières le sollicitent, ces Porto-Noviens qui veulent que la ville capitale change de visage et que ses populations 'épanouissent ne cessent de le solliciter pour se présenter aux prochaines élections municipales. Sans doute une équation à plusieurs inconnus que devra résoudre l'homme d'affaire, le politique, le visionnaire et l'altruiste David Camille Biokou, qui depuis un moment préfère passer inaperçu. Qui l'y encouragera ?



# OPTIMUM CONSULTING

Solutions !

INTELLIGENCE ECONOMIQUE

AFFAIRES PUBLIQUES

LOBBYING

VEILLE STRATEGIQUE

COMMUNICATION

*Institutionnelle*

*Publique*

*Politique*

## EUROPE

55 Avenue Marceau  
75116 Paris (France)  
Tel : (33) 156293899  
Cel : (33) 658990242

## ASIE

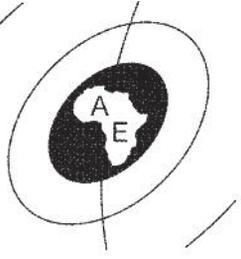
KW Group SDN BHD Malaysia  
Unit B-6-10 Block B, Phileo Damansara 1  
Jalan 16/11 Petaling Jaya Selangor (Malaysia)  
Tel : (603) 76626888 / Cel : (65) 94146428  
Fax : (603) 76626889

## AFRIQUE

Centre d'Affaire Kora, Bureau 5  
01 BP 435 Cotonou (Bénin)  
Tel : (229) 21154185  
Cel : (229) 97673736  
(229) 94860707

[www.optimum-consulting.net](http://www.optimum-consulting.net)

[lionelchobli@optimum-consulting.net](mailto:lionelchobli@optimum-consulting.net)



## Guillaume Soro : mission de bons offices pour la paix en Côte d'Ivoire

**Le président de l'Assemblée nationale effectue une série de tournées dans toutes les régions du pays pour prêcher la paix, la réconciliation nationale et la cohésion sociale, sésames précieuses pour le développement.**

**Thibault ADJIBODIN**

C'est à la demande des autorités coutumières qu'il a initié cette mission. De région en région, commune par commune, jusqu'au plus petit village, Guillaume Kigbafori Soro tient des meetings de sensibilisation, expliquant aux communautés les vertus de la réconciliation, de la paix et de la cohésion sociale. Démarche salubre, objectifs nobles et pertinents : les enjeux transcendent les considérations partisans et politiciennes. En effet, la Côte d'Ivoire a besoin de tous ses fils pour réaliser la paix et la réconciliation, gages de son développement. Et les citoyens sont en phase avec lui,

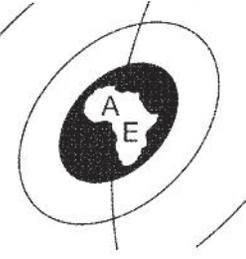
puisqu'ils répondent nombreux à tous les rendez-vous et rentrent chez eux édifiés. « Partout où nous sommes passés, je dois le dire, j'ai été particulièrement satisfait de la mobilisation et de la disposition des populations », constate M. Soro, avant de souligner que « cette région (en l'occurrence celle de l'ex-Président Laurent Gbagbo, ndlr) a besoin de développement, le constat que j'ai pu noter, c'est que les populations m'ont l'air désabusé. Leurs préoccupations sont moins les questions politiciennes que de se préoccuper de leur quotidien. Je suis allé à Gnaliépa, nous avons même fait hospitaliser certaines personnes ; nous avons envoyé certaines personnes se soigner à Abidjan parce

qu'elles ne se sentaient pas bien. »

Il faut avoir le sens du partage, l'amour de la patrie et une forte volonté de construire un pays paisible et développé, pour se lancer dans une telle mission. Voilà autant de vertus qui caractérisent la personnalité de Guillaume Soro. Doté d'une phénoménale force de volonté, d'une extraordinaire aura d'homme d'Etat et d'un grand charisme, il réussit à merveille sa mission. Du nord au sud, de l'est à l'ouest, la croisade de Guillaume Soro pour la paix la réconciliation et le développement tient ses promesses.

### La réalité du terrain

« J'ai touché du doigt la réalité de ces



> CÔTE D'IVOIRE



populations », ajoute M. Soro. Contrairement aux préjugés et interprétations tendancieuses que certains font de ces tournées, il est clair que le souci premier du président de l'Assemblée est d'aller prêcher la paix et la réconciliation pour le développement, vision du président Ouattara.

S'il en a les moyens, il n'hésite pas à apporter des solutions immédiates à certaines situations. Souvent ce sont des problèmes d'ambulances, de châteaux d'eau, d'écoles, de logements, de soutien aux groupements agricoles, de routes etc..., que les populations posent. ...

C'est dire si le vrai problème des populations ivoiriennes n'est que celui du mieux-être. Or, sans la paix et la stabilité politique, on ne peut réaliser le développement. Problématique que les dirigeants ivoiriens prennent au sérieux, puisque le président de l'Assemblée promet de rendre compte au président de la République. «... Je serai de ceux qui militeront pour que le chef de l'Etat puisse se rendre dans la région du Goh et à Gagnoa (et ailleurs également (ndlr)) pour effectuer une visite d'Etat afin d'apporter une bouffée d'oxygène en matière de développement économique et

social dans cette région».

Homme du peuple dévoué à la cause du peuple, le président Soro, au-delà des grandes réunions publiques, n'hésite pas à marcher dans les rues, à aller saluer des familles endeuillées. On note dans ce registre la visite assez éloquentes effectuée à la mère de l'ancien président Laurent Gbagbo. Facile pour lui d'avoir la sympathie des gens d'une sensibilité politique différente de la sienne. C'est le cas à Bougrou, où un militant, ex-directeur du protocole d'Etat, M. Eugène Allou) du FPI (Front Populaire Ivoirien de Laurent Gbagbo) a pris sur lui la responsabilité d'organiser l'arrivée et l'accueil de M. Soro.

Initiative salutaire qui vient en appui au travail de la Commission Dialogue Vérité Justice et Réconciliation (CDVJR), car la réconciliation est un processus, une préoccupation permanente de toutes les institutions du pays. La consolidation de la démocratie, la reconstruction du pays et le développement de la Côte d'Ivoire ne sauraient aboutir sans la paix.

L'initiative du président de l'Assemblée nationale ivoirienne vient renforcer la confiance des populations envers les bonnes intentions du président Ouattara d'améliorer leurs conditions de vie.

# PORT AUTONOME DE LOMÉ



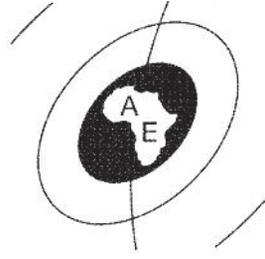
**La passion de l'efficacité**



- Port en eau profonde : 14 mètres
- Des capacités d'accueil variées : un quai conventionnel, un terminal à conteneurs, un quai pétrolier, un quai minéralier et un port de pêche
- Un grand domaine portuaire : 900 hectares
- 150.000 m<sup>2</sup> de magasins et plus de 300.000 m<sup>2</sup> de terre-pleins
- 600.000 m<sup>2</sup> d'aires d'entreposage des véhicules
- 40.000 m<sup>2</sup> dédié au Terminal du Sahel pour les véhicules et camions à destination du Burkina Faso, du Mali et du Niger
- Des services de manutention très compétitifs assurés par des opérateurs privés
- Un port sûr et sécurisé conforme aux normes du Code ISPS
- D'importants projets de développement : construction d'un 3<sup>ème</sup> quai de 450 m et 15 mètres de profondeur, la réalisation d'une darse de 1050 mètres de longueur de quai et 16,60 m de profondeur pour l'implantation d'un nouveau terminal à conteneurs.

BP 1225 Lomé Togo - Tél : +228 22 23 77 00/22 23 78 00/22 27 47 42  
Fax : +228 227 27 26 27 / 22 27 02 48 - E-mail : [togoport@togoport.tg](mailto:togoport@togoport.tg) Site web : [www.togoport.tg](http://www.togoport.tg)





# Un bilan **positif à consolider**

**A quelques mois de l'élection présidentielle de 2015, le bilan du président Faure Gnassingbé est assez satisfaisant et présage d'un bel avenir pour le Togo. Reste que les Togolais optent pour la poursuite de l'effort engagé afin d'amener la vision du président à sa concrétisation.**

**Daniel DJAGOUÉ**



Le Président Faure Gnassingbé

**C'**est une évidence : le Togo a profondément changé. Dans tous les domaines, on constate des mutations structurelles. Même si l'impact de ce travail de longue haleine abattu par Faure Gnassingbé et les gouvernements qui se sont succédé à ses côtés n'est pas encore ressenti par toutes les couches sociales, il faut reconnaître les transformations qui s'opèrent actuellement au Togo.

## **Un climat politique apaisé**

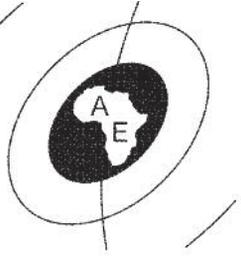
Grâce à une politique de dialogue sagement menée, le pouvoir a réussi à instaurer la confiance au sein de la classe politique. Depuis 2006, l'opposition a toujours participé aux gouvernements qui se sont succédé. Allant plus loin que les autres formations politiques, l'UFC, parti de l'opposant historique

Gilchrist Olympio, a saisi l'occasion de l'ouverture politique offerte par Faure Gnassingbé en signant un accord avec l'ex-parti RPT, ce qui lui a permis d'avoir plusieurs portefeuilles au gouvernement, et ce depuis trois gouvernements déjà.

A la faveur de ce climat politique serein et rassurant, le Togo a réussi à organiser deux élections législatives (2007 et 2013) et une présidentielle (2010) sans violence. A l'Assemblée nationale, toutes les tendances politiques confondues prennent une part active à la 5e législature en toute liberté et responsabilité. Dans un contexte où l'opposition semble de mieux en mieux entendre raison, le gouvernement se sent encouragé à mettre en œuvre les engagements consignés

dans l'Accord Politique Global. Le processus des réformes recommandées par l'APG est d'ailleurs en cours, les pourparlers autour des derniers points, relatifs aux réformes institutionnelles et constitutionnelles, se sont ouverts à la mi-mai sous la houlette du premier ministre M. Ahoomey-Zunu. De ce dialogue, l'opposition entend obtenir la limitation des mandats présidentiels avec effet immédiat, et puisqu'elle est apparemment incapable de s'entendre sur une candidature unique, elle voudrait aussi arracher un scrutin à deux tours. Ce qui ne sera pas aisé à obtenir. Finalement, ces débats devront se poursuivre au Parlement.

Mais l'action la plus commentée par la presse togolaise ces derniers mois est

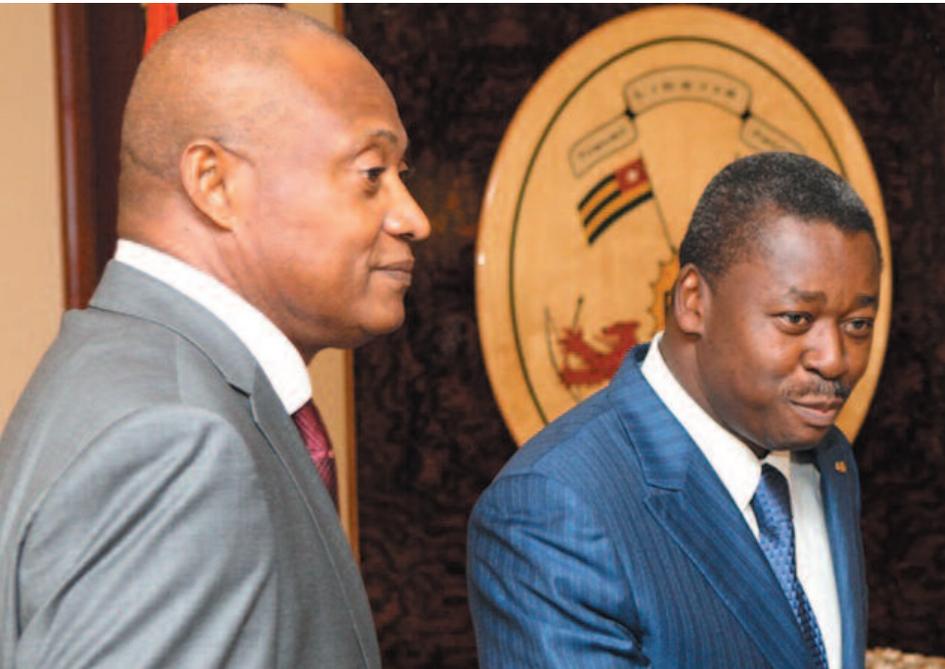


> TOGO

l'audience accordée à l'opposition, à la demande de celle-ci, par Faure Gnassingbé, pour justement lui demander de relancer le dialogue afin de trouver un consensus sur les réformes. Faure Gnassingbé et Jean-Pierre Fabre côte à côte, les Togolais n'en croyaient pas leurs yeux ! Cette rencontre a eu le mérite de faire tomber un mythe longtemps entretenu selon lequel un oppo-

de réduction de la pauvreté I et II (DSRP I et II), retour des partenaires au développement, amélioration du climat des affaires, etc..., le Togo est résolument tourné vers la prospérité. Avec un taux de croissance passant de 2 % en 2008 à 5,6 % en 2012 et 5,3 % en 2013 (année des législatives financées sur fonds propres), l'économie togolaise se porte de mieux en mieux.

la bonne volonté de changer le pays" déclare un conducteur de minibus rencontré à la gare routière d'Agbalépédo au nord de Lomé. Partout, les infrastructures routières sont en cours de construction, de réhabilitation ou d'aménagement. En l'espace de trois ans, l'image de la capitale et celles des villes de l'intérieur ont changé. En bordure de la mer, le boulevard du Mono long de 9 km reliant la frontière ghanéenne au port, l'axe reliant le rond-point d'Avépozo au port (10,3km), la portion Aného-Sanvee Condji (7,8 km), le boulevard du 24 janvier, ou encore les nouvelles routes d'Agoè-Lycée, Agoè-Assiyéy, Dapaong-Cinkassé, Bassar-Kabou (24 km), le contournement de la Faille d'Alédjo, celui de Défalé, et celui du grand Lomé avec échangeurs vont à terme, changer le visage de Lomé et de l'intérieur du pays. Il s'agit là de grands investissements qui montrent la volonté de moderniser les infrastructures qui, à leur tour, favoriseront le développement des activités économiques. Ce qui justifie la construction de plusieurs marchés dans le pays, alors que le Port Autonome de Lomé s'apprête à ouvrir son troisième quai à conteneurs qui devrait permettre au port de doubler ses capacités. Les chemins de fer ont également fait leur retour à la faveur du projet de liaison des pays du Conseil de l'Entente. Le Groupe Bolloré, partenaire incontournable de l'Etat Togolais, vient de mettre en service le train voyageurs.



Le Président Faure Gnassingbé avec Jean-Pierre Fabre

sant ne devait pas rencontrer le chef de l'exécutif. Aujourd'hui, il est clair pour l'opinion que c'est dans la confrontation des points de vue que la démocratie pourra s'enraciner.

**Réformes économiques**

Il est de notoriété publique que Faure Gnassingbé est un adepte de la bonne gouvernance. Il a su engager le pays dans des réformes économiques et financières qui ont connu un heureux aboutissement. Redressement des finances publiques, apurement de la dette intérieure, réduction de près de 82 % de la dette extérieure avec des conditions promotionnelles de son économie au Club de Paris, privatisation des banques, point d'achèvement de l'Initiative PPTE, conduite des Documents stratégiques

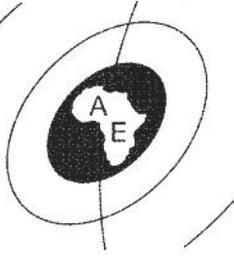
Cette croissance est attendue à 6 % en 2014 grâce aux investissements et réformes qui se poursuivent, notamment l'opérationnalisation de l'Office togolais des recettes (OTR) dont la mission est de tirer vers le haut les revenus fiscaux afin de doter le pays des moyens de sa politique de grands travaux, de promotion de l'emploi, et de lutte contre la pauvreté. La bonne santé de l'Agriculture, des BTP, des phosphates, et la poursuite des investissements constituent des atouts importants pour la réalisation de la vision de pays émergent que nourrit Faure Gnassingbé pour le Togo.

**Grands travaux**

C'est l'aspect qui convainc le plus l'opinion nationale. "Nous voulons du concret et ces travaux relèvent du concret, de



Le Président Faure Gnassingbé avec Gilchrist Olympio



> TOGO

**Lutte contre la pauvreté**

La lutte contre la pauvreté est un autre cheval de bataille de Faure Gnassingbé. Les deux derniers gouvernements (Ahoomey-Zunu I et II) ont inscrit en priorité une vaste politique sociale : politique nationale de promotion de l'emploi des jeunes, mise en place de transports en commun intra-urbains pour la capitale, relèvement du Smig de 13 000 à 28 000 puis à 35 000 Fcfa, assurance-maladie pour tous les agents de la fonction publique, parapublique et assimilés, etc..., contribuent à l'amélioration des conditions de vie de la population. A cela s'ajoute la mise en œuvre des DSRP I et II qui ont conduit à l'élaboration de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE), qui ambitionne de faire converger la croissance et l'emploi. Le Togo envisage une croissance forte et durable axée sur la promotion de l'emploi.

Sur ce registre, le Togo a connu une réduction sensible de la pauvreté, qui est passée de 62 % en 2007 à 58 % en 2012, chiffres qui pourraient nettement s'améliorer avec le lancement en mars dernier du Fonds national pour la finance inclusive (FNFI), la dernière initiative du gouvernement pour gagner la bataille contre la pauvreté. Sa particularité est de permettre aux plus démunis d'avoir accès à des financements en vue de la création d'activités génératrices de revenus.



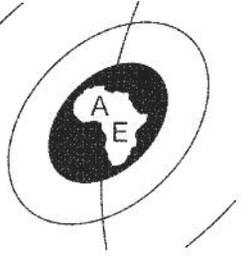
Les 4 commissaires chargés de diriger l'OTR. Adoyi Essowazana commissaire aux impôts, Kodjo Adedzé commissaire à la douane, Adji Otéth Ayassor ministre de l'Economie et des Finances, Henry Gaperi commissaire général et Kokou Tchodi commissaire aux Services généraux



Lancement officiel par le président Faure Gnassingbé de l'APSEF (Accès des pauvres aux services financiers de base). C'est le premier produit proposé par le Fonds national pour la finance inclusive (FNFI)



Chantier du nouveau terminal de l'aéroport international Gnassingbé Eyadema de Lomé



# Vers un consensus national **sur l'avenir**

**Le Togo ne navigue pas à vue, il a une vision de l'avenir. Un avenir qui sera à maints égards bien meilleur qu'hier et aujourd'hui. Cette vision prospective et cette anticipation de l'avenir se mènent de façon inclusive et consensuelle, notamment avec le maître d'ouvrage qu'est le Ministère Délégué auprès de la Présidence de la République chargé de la Prospective et de l'Evaluation des Politiques publiques.**

**Daniel DJAGOUÉ**

**L**a réflexion vient d'être lancée. Lors d'un atelier tenu à Lomé, le processus a été expliqué aux 300 participants venus tant des départements ministériels et services administratifs que du secteur privé et de la société civile.

Selon Kako Nubukpo, ministre auprès de la Présidence de la République chargé de la Prospective et de l'Évaluation des Politiques publiques « il n'est pas de vent favorable à celui qui ne connaît pas son port ». L'objectif de la rencontre est donc clair : il s'agit de définir un cadre stratégique de développement à long terme pour le pays, de définir une vision, de réfléchir sur la reformulation d'un cadre stratégique au sein duquel des politiques globales et sectorielles seront élaborées de façon synergique, en articulant les objectifs à court, à moyen et à long terme de la société togolaise. Dans cette vision, il faudra envisager l'amélioration des capacités d'anticipation et de gestion concertée du développement, ainsi que le renforcement des capacités de gouvernance et de la planification nationale.

Le processus de Vision Togo 2030 veut recueillir la perception des Togolais et leur idée de la société à l'horizon 2030

à travers une réflexion globale et systématique qui embrassera tous les aspects de la vie : politique, économique, social, culturel, environnemental, technologique, et doit obtenir la forte implication des opérateurs économiques et de la société civile.

Une vision, c'est une sorte de « point focal vers lequel convergent toutes les

qui consiste à se dire que si tous les risques que nous identifions pour notre pays devaient se réaliser, où en serait le Togo ? Ensuite il y a le scénario dit tendanciel : si le pays continue d'avancer comme il le fait aujourd'hui, où en serons-nous en 2030 ? Et enfin, le scénario volontariste ou optimiste où l'on se dit que pour atteindre l'émergence économique du Togo, que devons-nous faire d'ici 2030 ? L'étude prospective est une étude très ouverte en ce qu'elle n'exclut aucun avenir possible pour le pays, mais cela ne veut pas dire que l'avenir souhaitable pour lui soit le scénario pessimiste ou le tendanciel.

Après avoir partagé avec la population togolaise les aspirations communes, la démarche permettra d'avoir un document synthétisant ces aspirations et qui pourra être une sorte de guide pour les décideurs d'aujourd'hui et de demain.



Kako Nubukpo

aspirations de la nation, puisque ce sont les populations elles-mêmes qui participent à l'élaboration de la vision » a expliqué le ministre Nubukpo. La question est simple : quel Togo voulons-nous en 2030 ? Pour se faire, il faut un certain nombre de pré-requis en termes de méthodologie, d'échantillonnage et finalement d'analyse participative.

Dans cette démarche, trois scénarios sont possibles : le scénario pessimiste,

Cette démarche dans laquelle le Togo s'est engagé est inspirée de la vision UEMOA 2020, qui met l'accent sur trois défis majeurs que l'espace communautaire doit relever : l'éducation et la culture, la technologie et l'innovation, enfin la bonne gouvernance. La démarche est inclusive et consensuelle, ce qui permet de dire que le Togo a pris une option sérieuse pour aller vers son émergence et son développement.



# Ensemble, stoppons les trafiquants de drogue

Par Faure Essozimna Gnassingbé

**L**a Commission ouest-africaine sur les drogues a publié le 12 juin son rapport inaugural. Ses conclusions sont alarmantes et doivent nous inciter à reconsidérer des vérités trop couramment traitées comme acquises.

L'Afrique de l'Ouest n'est plus seulement une zone de transit pour les stupéfiants produits en Amérique latine et acheminés jusqu'en Europe - comment imaginer qu'un tel fléau puisse simplement passer par nos côtes sans laisser de traces ? En outre, les victimes de la drogue sont généralement sous-éduquées, sans emploi stable et sans espoir concret.

La tentation de prendre pour argent comptant les vaines promesses de la drogue est, pour elles, d'autant plus forte. Il nous faut donc faire un vrai travail de sensibilisation et multiplier les initiatives conjointes entre gouvernements et société civile - les ministères de la Santé ou de l'Éducation et les organisations ont une expertise avérée en la matière et gagneraient à mutualiser leurs efforts.

Mais il nous faut plus encore réfléchir sur les conditions sociétales dans lesquelles la drogue fleurit. Il est consternant - mais hélas guère surprenant - de relever, comme le souligne le rapport, que 22 des 34 pays les moins susceptibles d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement sont soit des régions productrices, soit des zones de transit. De même que la drogue détruit les individus et les familles, elle détruit in fine le tissu social de nos pays. Les trafiquants ne sauraient proposer de solutions de long terme : ils exploitent la pauvreté à leurs propres fins. La panoplie de leurs moyens comprend la déstabilisation des gouvernements ou le financement de mouvements armés pour propager pauvreté, sentiment d'exclusion sociale et culture de mort qui servent leurs seuls intérêts.

Ne nous trompons pas de cibles. Les gens qui prennent de la drogue doivent être traités comme des victimes, non comme des coupables. Ceux qui tirent profit de la misère des autres doivent, eux, faire face à la loi dans toute sa rigueur. Il est évident que des tentatives isolées ne sauraient convenir. Pour faire face à des réseaux criminels internationaux, générant des flux financiers de plusieurs milliards d'euros, seule notre force collective peut prévaloir. Il nous faut, ensemble, oeuvrer pour empêcher l'utilisation de nos ports et aéroports comme plaques tournantes d'un transit qui menace la santé de nos populations, la sécurité de nos pays et la stabilité de notre région.

Grâce à la création de l'Office central de répression du trafic illicite de drogue et du blanchiment, grâce à son opérationnalisation via les unités mixtes de contrôle de containers et grâce à la cellule aéroportuaire antitrafic, le Togo a pu

enregistrer des progrès notoires dans la lutte contre les trafics en tous genres. Depuis 2011, les services ont saisi plus de 130 tonnes de drogue et substances psychotropes diverses ainsi que des médicaments contrefaits. Cette mise en oeuvre de notre volonté politique par le déploiement sur le terrain d'unités d'intervention équipées et formées me paraît un élément essentiel, qui pourrait être élargi à la sous-région. Nous réfléchissons à l'organisation prochaine à Lomé d'une conférence visant à améliorer la coopération douanière régionale et à harmoniser nos législations pour lutter contre les trafics, notamment de drogue et d'ivoire. Il s'agit de trouver des mécanismes institutionnels et pratiques pour agir ensemble contre ces fléaux qui nous menacent tous. Cette confé-



DR Le Président Faure Gnassingbé

rence s'inscrira dans les objectifs de la West African Coast Initiative visant à lutter, au niveau de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), contre le trafic de drogue et le crime organisé.

Elle s'inscrira aussi dans la droite ligne des initiatives déjà entreprises, en partenariat avec Interpol et nos voisins du Ghana et du Bénin, dans le cadre de l'opération Atakora. Ce que nous voulons, c'est protéger nos populations, protéger nos jeunes afin qu'ils optent pour une vie saine et équilibrée, mais aussi protéger les pays européens vers lesquels la drogue est envoyée. Ne pas agir serait fermer inconsciemment les yeux sur les risques que font courir à la paix et à la sécurité des réseaux criminels et terroristes dont les routes et les intérêts convergent.



# Lomé : Bolloré tient **ses promesses**

**Partenaire fiable et incontournable du Port Autonome de Lomé, le groupe français Bolloré va bientôt achever la construction du 3e quai, après la Blue Line et les Blues zones récemment inaugurés dans la capitale togolaise.**

**Daniel DJAGOUÉ**

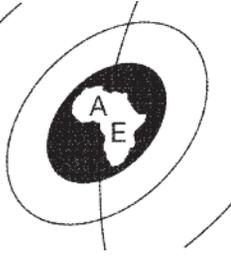


**DR** Inauguration par Faure Gnassingbé et Vincent Bolloré de la première Blue Zone à Lomé. Une centrale de stockage de l'énergie solaire développée par le Groupe Bolloré.

**D**'ici à quelques semaines, le 3e quai du Port autonome de Lomé sera opérationnel. L'ouvrage est réalisé par Vinci et Eiffage. En moins de trois ans, le Groupe Bolloré a tenu sa promesse de doter le Port autonome de Lomé (PAL) d'un instrument efficace pour une exploitation à fond de sa capacité. Le géant mondial partenaire du PAL a supporté entièrement la totalité de l'investissement : plus de 300 milliards de Fcfa pour un ouvrage de 450 mètres de long, 15 mètres de tirant d'eau. L'investissement est à la hauteur de l'ambition que l'Etat togolais et son partenaire nourrissent pour le PAL : faire du Port autonome de Lomé l'un des plus performants de la sous-région. Moins de 3 ans de travaux acharnés et tout est fin prêt. « Au départ, explique Charles Gafan, nouveau président-direc-

teur général du groupe à Lomé, le Groupe Bolloré souhaitait réaliser l'ouvrage en deux étapes ; d'abord un quai de 300 mètres, puis une extension ultérieurement. Mais quand les travaux ont débuté, Vincent Bolloré a indiqué qu'il dégageait le financement pour construire directement les 450 mètres. » En tenant cette promesse, le groupe ne fait que confirmer sa renommée internationale. Et ce ne sont pas les moyens qui manquent au Groupe, qui n'en est pas à sa première intervention au PAL. L'aménagement et l'extension du terminal, la modernisation des portiques, l'informatisation, la sécurité à l'image de la nouvelle marque qu'on lui imprime, etc... , sont entre autres des réalisations du Groupe au PAL. Ce projet renforcera les avantages comparatifs dont jouit le PAL et impactera positivement l'économie togolaise. En effet, au port, tout le personnel sera

désormais équipé de terminaux permettant une gestion en temps réel des opérations de transbordement et de stockage. Le terminal à conteneur va permettre de doubler la capacité du port avec l'accueil et le stockage. Les clients pourront suivre en temps réel le processus de manutention et de livraison de leurs conteneurs. Le Port peut s'attendre à ce que « les super-conteneurs venant d'Asie choisissent le port de Lomé pour son tirant d'eau, sa rapidité de traitement, ses facilités de transbordement et pour sa position géographique qui permet de cibler les pays de l'hinterland » souligne M. Gafan. Côté emploi, 500 nouveaux collaborateurs seront recrutés. A cela, il faut ajouter plus de 800 emplois indirects, une grande majorité du personnel étant constituée de Togolais. Pour leur part, avec un volume annuel



## ➤ **PARTENARIAT ET DÉVELOPPEMENT**

traité beaucoup plus important, donc davantage de ressources pour l'économie nationale, la douane et les impôts seront les grands bénéficiaires.

### **La Blue solution**

Dans l'optique d'accélérer le développement du Togo, le Groupe Bolloré a inventé ce qu'il convient d'appeler la "Blue solutions" : un ensemble de moyens de transport avec une révolution technologique qui permet de stocker l'énergie solaire et de l'utiliser pour fournir de l'énergie.

Au plan mondial, le Togo est le 1er pays à disposer de cette technologie de stockage d'énergie solaire. L'inauguration de cette plate-forme a eu lieu fin avril conjointement à celle de la première rame du train qui assurera la boucle ferroviaire Lomé-Cotonou-Niamey-Ouagadougou-Abidjan. Il s'agit là aussi d'un projet ambitieux destiné à faciliter

l'intégration régionale, et par ricochet le développement des pays du Conseil de l'Entente. Comme à Niamey et à Cotonou, l'événement a drainé d'immenses foules venues à la gare de Lomé vivre en direct la naissance de la Blue Line. La rénovation du chemin de fer est une chose très importante pour les Togolais, car cela fait plus de 30 ans qu'il n'y a plus de lignes commerciales, a expliqué M Bolloré.

« *Ce projet, qui touche directement le quotidien des populations, est le témoignage du caractère salutaire du partenariat entre l'Etat togolais et le groupe Bolloré* », a déclaré un chef traditionnel à Lomé. Mais Vincent Bolloré précise humblement : « *Ce sont les autorités togolaises qui portent le projet, nous le mettons en œuvre. C'est une ambition partagée d'accélérer le développement du Togo qui bénéficie d'importants investissements de notre groupe dans les domaines portuaire*

*et logistique* », avant de souligner « *Nous allons accompagner la compagnie ferroviaire locale à relancer l'exploitation pour s'inscrire dans le projet de boucle ferroviaire.* »

La Blue Line et la Blue Solutions combinées, cela ne peut que présager un avenir radieux pour les populations. En effet le projet est un projet novateur qui prévoit à chaque gare et dans de nombreux villages l'installation d'une « Blue zone ». Ce système de stockage d'énergie révolutionnaire est constitué de batteries lithium-métal-polymères (LMP), qui stockent l'énergie que l'on peut utiliser quand on en a besoin. « *C'est une unité totalement autonome. Dans les zones rurales, où il n'y a pas assez d'électricité, ça peut donner la possibilité aux populations d'avoir de quoi charger les machines, les téléphones portables, d'avoir de la lumière, de l'eau, l'accès à internet* » a expliqué Vincent Bolloré.

## **Charles Gafan : un modèle pour la jeunesse africaine**



*Un Africain à la tête du Groupe Bolloré au Togo, cela témoigne du capital de confiance dont jouit ce dernier auprès de la direction du Groupe, et a fortiori de l'exemplarité de Charles Gafan auprès de la jeunesse togolaise et africaine.*

S'il est vrai qu'aux âmes bien nées, la valeur n'attend pas le nombre des années, il est tout aussi vrai que la réussite et le succès ne viennent qu'avec un travail acharné assorti à une détermination sans faille. Vertu que beaucoup de jeunes aimeraient avoir, pour « réussir comme Gafan »... Ceux qui le connaissent disent qu'il ne jure que par le travail, rien que le travail.

C'est en réalité après de longues années de loyaux services que, cadre intègre, Charles Gafan s'est retrouvé à la tête du groupe à Lomé. Patiemment et discrètement, l'homme s'est construit, en suivant les traces de son patron Vincent Bolloré. L'aventure débuta en 1985, lorsque le destin lui fit croiser le chemin à celui de son mentor. Dès lors, les deux hommes ne se lâcheront pas, Bolloré ayant découvert en Gafan un battant, lucide, dynamique, bosseur, endurant ; et le plus jeune ayant trouvé en son patron un modèle de réussite et un visionnaire. Passant de la direction d'un département à une autre, Gafan a acquis beaucoup d'expérience. Doté d'un sens élevé des responsabilités, il surmonte tous les obstacles, esquive toutes les peaux de banane jetés sur son chemin. Son crédo : « Nul n'est parfait et l'essentiel est ailleurs, c'est le travail bien fait ». L'ascension de Gafan relève d'une exemplarité qui devrait faire école dans beaucoup d'entreprises européennes, américaines, asiatiques qui aspirent à conquérir ou à se maintenir sur le marché africain.

Président-directeur général, premier Africain à accéder à un tel niveau de responsabilité au sein du puissant groupe français, Charles Gafan peut compter sur l'immense capital de sympathie dont il dispose au siège à Paris, mais aussi l'inconditionnelle confiance du boss. Mais pour lui, le plus important, c'est l'avenir du Groupe et l'intérêt de son pays, le Togo. Une vision gagnante pour les deux parties que sont l'Etat togolais et le Groupe Bolloré.

# Opérateur portuaire de référence & 1<sup>er</sup> réseau de logistique intégrée



Plus de 458 millions d'euros d'investissement pour notre terminal à conteneurs - Un 3<sup>ème</sup> quai de 450 mètres linéaire et 15 mètres de profondeur, équipé de portiques de quai et de parc - Plusieurs hectares de surface de stockage - Une gestion informatisée performante - Une société de manutention conventionnelle - Une société de consignation maritime - des services de transit multimodal - Entreposage & Gestion de magasins - Des solutions logistiques globales et intégrées - Une gestion efficace des corridors vers l'hinterland - Une technicité prouvée pour la gestion de projets (coton, mines, Oil & Gas) - Du courrier express.

**TOGO TERMINAL**  
LOMÉ

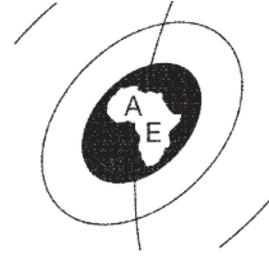
**LOMÉ MULTIPURPOSE TERMINAL**  
TOGO



Tél. : (00228) 22 27 07 20 / 22 23 73 50 / 22 23 73 90

Mail : [info@togo-terminal.com](mailto:info@togo-terminal.com) / [infos@lome-multipurposeterminal.com](mailto:infos@lome-multipurposeterminal.com) / [info.altogo@bollore.com](mailto:info.altogo@bollore.com) / [saga.lome@bollore.com](mailto:saga.lome@bollore.com) / [stcm.lome@bollore.com](mailto:stcm.lome@bollore.com)

Service commercial: [sales.togo@bollore.com](mailto:sales.togo@bollore.com) / site web: [www.bolloré-afica-logistics.com](http://www.bolloré-afica-logistics.com)



# La 12<sup>e</sup> Foire internationale de Lomé met les **énergies renouvelables à l'honneur**

**Pour plus de synergie et d'efficacité, un accord de partenariat a été signé entre le CETEF et la SABER**

**Daniel DJAGOUÉ**



**L'**événement, qui se tiendra du 21 novembre au 8 décembre prochain, aura pour invités d'honneur le Sénégal et la Pologne.

La ministre du commerce et de la promotion du secteur privé, Mme Bernadette Legzim-Balouki, a procédé au lancement de cette édition, axée sur le thème : « Les énergies renouvelables, source de progrès et de développement durable en présence du ministre des Mines et de l'Énergie, du vice-président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT), et de l'Ambassadeur du Sénégal au Togo.

Selon M. Johnson Kueku Banka, directeur général du Centre togolais des expositions et foires de Lomé (CETEF), le choix des énergies renouvelables

s'explique par le fait que les énergies traditionnelles s'épuisent et reviennent plus chers pendant que le Togo dispose d'un potentiel consistant pouvant développer ce secteur qui garantit l'économie. C'est pourquoi le premier « Salon International des Energies Renouvelables » sera organisé sur le site du 21 au 26 novembre 2014 avec des expositions sur toutes les technologies en matière d'énergie renouvelable, colloques, rencontres de partenariat et espaces de démonstration. Le 3 juillet, en présence de Mme Legzim-Balouki et du ministre de l'Énergie et des Mines M. Dammipi Noukopou, un contrat de partenariat entre le CETEF et la SABER-ABREC pour mettre en commun leurs forces afin d'offrir aux acteurs du secteur un cadre d'expositions et d'échanges. A cette

occasion, le Directeur Général du CETEF, M. Kuéku-Banka Johnson, a déclaré : « La promotion des énergies propres et renouvelables dans laquelle s'inscrit cette 12<sup>e</sup> édition est également un pilier non négligeable de lutte contre les changements climatiques, logique dans laquelle s'est inscrit notre pays à travers la mise en place d'une politique environnementale».

Quant au P-DG de la SABER, M. Thierno Bocar Tall, il a abondé dans le même sens : « le monde est confronté au défi du changement climatique et de la préservation de notre écosystème consécutive à l'usage intensif des énergies fossiles. Il est alors plus qu'urgent de se tourner vers des sources d'énergies alternatives plus sobres en émission de carbone et plus durables ».

# ANAC-TOGO INFORMATION



## 1-Création de l'ANAC-TOGO

L'Agence Nationale de l'Aviation Civile du Togo (ANAC-Togo), créée par la loi n°2007-007 du 22 janvier 2007 portant code de l'aviation civile, est un établissement public administratif doté d'autonomie financière et de gestion placé sous la tutelle du ministre chargé de l'aviation civile.

## 2-Missions de l'ANAC-TOGO

Elaboration et mise en œuvre de la stratégie et politique de l'Etat en matière d'aviation civile et de transport aérien ;  
Négociation des conventions et accords bilatéraux et multinationaux ;

Elaboration et contrôle de la mise en œuvre d'une réglementation technique de l'aviation civile conformément aux normes de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) en matière de sécurité, sûreté, facilitation et de l'environnement ;

Supervision des activités aéronautiques : agréments des ateliers de maintenance, agréments des écoles de formations ab initio et professionnelles, agréments et autorisations d'exploitants des compagnies aériennes et des autres fournisseurs de services ;

Mise en place d'un programme de sécurité de l'Etat (SSP) ;

Etablissement d'un système efficace de gestion de la qualité ;

Surveillance continue des compagnies aériennes et autres fournisseurs de services (CMA) ;

Approbation et suivi des qualifications PNT, PNC et délivrance des licences du personnel ;

Formation interne et externe du personnel technique et d'appui avec délivrance de certificats, attestations ou diplômes.

Formation des formateurs dans le cadre TRAINAIR OACI ;

Etablissement et mise en œuvre de politique et plan de formation comportant des OJT avec un contrôle régulier du maintien de compétence (évaluation, simulateur et test).

## 3-Objectifs

L'ANAC s'engage à jouer son rôle régalien pour assurer le niveau de sécurité et de sûreté le plus haut possible dans le domaine de l'aviation civile. L'objectif final est de tendre et de maintenir notre cap de zéro accident.

## 4-Activités de supervision de la sécurité et sûreté

L'ANAC-TOGO effectue des inspections programmées et

inopinées des fournisseurs de services : Elle inspecte des ateliers de maintenance et délivre des agréments de maintenance d'aéronefs dans différents pays: exemple du Pérou Aero Inversiones, Séman Pérou, Miami, France (Nîmes), Suisse, UK, Afrique du sud, Ethiopie, Dubaï (CAE) etc.- Elle certifie les exploitants d'aérodromes et d'aéronefs installés au Togo suivant les cinq (05) phases recommandées par l'OACI. Dans le cadre de la surveillance continue de la navigabilité des aéronefs, l'ANAC-TOGO exige de tous les exploitants d'aéronefs immatriculés au Togo de soumettre mensuellement les statuts techniques et des informations techniques de sécurité sur leurs aéronefs. Elle effectue des inspections inopinées sur l'aire de trafic (Ramp Check) sur tous les vols réguliers et non-réguliers (Ethiopian Air France, Brussels, Royal Air Maroc etc.). Le Bureau Technique ANAC suit la maintenance des aéronefs.



LATTA Dokisime Gnana  
DG ANAC-TOGO

## 5-Projets

La modernisation de l'aéroport actuel:  
Construction d'une nouvelle aérogare moderne avec des équipements sûreté de nouvelle génération (scanners double vue, tomographes, détecteurs d'explosifs liquides et métalliques).

La mise aux normes OACI de l'aéroport international de Niamtougou : Extension de la piste de 2500 à 3000m pour un projet de hub cargo.

Le développement des infrastructures aéronautiques sur l'ensemble des aérodromes secondaires du pays : Réhabilitation de (07) aérodromes secondaires.

## 6-Audits Sécurité et Sûreté de l'ANAC

L'ANAC-TOGO a été auditée par l'OACI dans les domaines de sécurité et sûreté:

Les résultats de l'audit USOAP effectué du 19 au 26 février 2007 au Togo ont été satisfaisants avec un taux de satisfaction de 65 % plaçant ainsi le Togo parmi les meilleurs dans l'espace ASECNA ;

un audit USAP a été effectué du 1er au 8 juillet 2010 et un audit de sûreté de l'UEMOA en 2013 avec des conclusions aussi satisfaisantes.

## 7- Partenaires de l'ANAC

ASECNA, SALT, ASAIGE, OACI, IATA, ACI, AFRAA, AAMAC, CAFAC, CEMAC, UEMOA, EASA, FAA, SAA, Coopération Française, Américaine, Asiatique et Européenne ...



# SOBEMAP, LA FORCE D'UN PARTENAIRE

Créée le 27 Mars 1969, la Société Béninoise des Manutentions Portuaires (SOBEMAP) est une Entreprise Publique à caractère commercial dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

Son capital social s'élève à sept milliards six cent millions (7.600.000.000) FCFA soit 11.586.072,32 € et exerce depuis plus d'une quarantaine d'années sur la plate-forme portuaire les activités de :

## MANUTENTION

- La manutention bord (conventionnel, RORO, conteneurs, vraquiers etc...)
- Le transbordement (bord, terre, terre-bord, navire-navire, bord-bord)
- La réception et la garde de marchandises
- Le positionnement, le dépotage, le groupage et le dégroupage de conteneurs
- La location d'engins et de la main d'œuvre



Un magasin de stockage de riz

## TRANSIT

- Le transit maritime
- Le transit aérien
- Le transit terrestre

## CONSIGNATION MARITIME

Elle consiste pour la SOBEMAP à représenter des armateurs au Port de Cotonou et à agir en leur nom et pour leur compte.

La SOBEMAP s'occupe également de la gestion des parkings pour camions gros porteurs.

## AVANTAGES ET FACILITES OFFERTS AUX CLIENTS

- Des tarifs compétitifs,
- Célérité dans la fourniture des prestations,
- Enlèvement direct au sous palan du navire,
- Exécution des opérations de bout en bout depuis le bord du navire jusqu'au magasin du réceptionnaire au Bénin et/ou dans les pays de l'hinterland,
- Entreposage dans les magasins avec une franchise de 17 à 30 jours,
- Une structure organisationnelle solide et éprouvée,
- Un nombre important de main d'œuvre qualifiée dédiant toute concurrence,



Le Parc tampon unique pour le regroupement de véhicules d'occasion

- Possibilités de nouer des partenariats gagnant-gagnant.

## DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS DE PERFORMANCE

### Capacités infrastructurales

- 06 postes à quai conventionnel dont 4 de 155m et 2 de 180m chacun,
- 02 postes à quai Conteneurs et 01 poste à navire,
- 01 poste à quai de 200m pour les pondéreux (clinker et gypse),
- 04 magasin-cales,
- 01 parc d'emportage et de dépotage d'une superficie de 50 000m<sup>2</sup> dotée de voie ferroviaire,
- 04 terre-pleins d'une superficie totale de 90.025,06 m<sup>2</sup>,
- 01 site de regroupement avant livraison des véhicules d'occasion (PTU) d'une superficie de 48.452 m<sup>2</sup> entièrement pavée, clôturée et sécurisée,
- 01 réserve d'espace d'une superficie de 40.000 m<sup>2</sup> destinée à accueillir des ouvrages susceptibles de participer au développement des activités de la SOBEMAP,
- La bande des 200m d'une superficie de 13 hectares...

### Capacités logistiques

- Une centaine environ d'engins de levage (à fourches, à spreaders, à flèches télescopiques) de capacités variant entre 2 et 48 tonnes,
- Une trentaine d'engins de tractions comprenant des tracteurs de quai et des tracteurs routiers aux capacités allant de 23 à 60 tonnes,
- Une centaine d'équipements de manutention,
- Un lot important d'accessoires de manutention,
- Un important atelier-garage...



Un engin de manutention

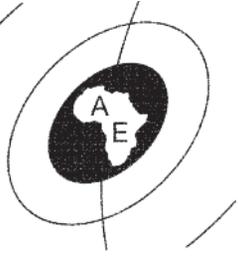


La Direction Générale de la SOBEMAP



Professeur Soumanou SEIBOU TOLEBA, DG/SOBEMAP

**SOBEMAP 01 BP 35 COTONOU**  
Tél. (229) 21 31 41 45 / 21 31 36 07 / 21 31 39 83  
Fax : (229) 21 31 53 75 / E-mail : [sobemap@intnet.bj](mailto:sobemap@intnet.bj)  
Site Web : [www.sobemap.com](http://www.sobemap.com)



# L'Avenir avec la BAD : **l'Afrique a les cartes en main**

**Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) célèbre cette année son cinquantenaire. Quelque 3 000 personnes, originaires de 78 pays membres de la BAD, se sont rendus à Kigali pour prendre part à l'Assemblée annuelle qui marque un nouveau départ de la Banque.**

**Daniel DJAGUÉ**

**E**vénement dont l'importance n'échappe à aucun dirigeant du continent, car il s'agit de la première institution de financement du développement du continent depuis 50 ans.

« À Kigali, lors de nos Assemblées annuelles, nous aurons l'occasion de communier autour de l'Agenda 2063 pour l'Afrique, de l'Afrique à laquelle nous aspirons » ainsi annonçait Donald Kaberuka, Président de la BAD à l'occasion du lancement officiel, le 22 avril 2014 au Palais des Congrès de Tunis en Tunisie, des célébrations marquant le cinquantenaire.

«Les 50 années à venir: l'Afrique que nous voulons», tel est le thème de ces célébrations. Ces festivités permettent au groupe, à ses partenaires, aux délégations participantes et aux membres du personnel de remonter le temps, pour apprécier l'appui apporté aux pays membres africains afin de faire une vision prospective pour les 50 ans à venir.

La stratégie décennale (2013-2022) de la Banque voudrait promouvoir une croissance inclusive et durable dans tous les pays du continent ; ceci à travers une transition progressive vers une croissance verte. S'appuyant sur ces deux piliers, l'Agenda 2063 projette, entre autres, un continent prospère, bâti sur une croissance inclusive et durable de l'environnement ; un continent intégré – basé sur le panafricanisme ; un continent caractérisé par la bonne gouvernance, la démocratie, le respect des droits de l'homme et la primauté du droit. L'Agenda appelle également

à faire émerger un continent pacifique et sûr, bâti sur une forte identité culturelle, sur des valeurs et une éthique, ainsi qu'à un soutien fort de la communauté internationale.

Au programme du rendez-vous de Kigali, des séminaires, des sessions d'information et des conférences sur l'économie mondiale et du développement à l'échelle planétaire, avec un accent particulier sur les perspectives économiques de l'Afrique et de ses marchés financiers, dans le cadre de la vision de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Ce qui implique une attention primordiale aux aspirations des populations africaines.

## **Une institution efficace**

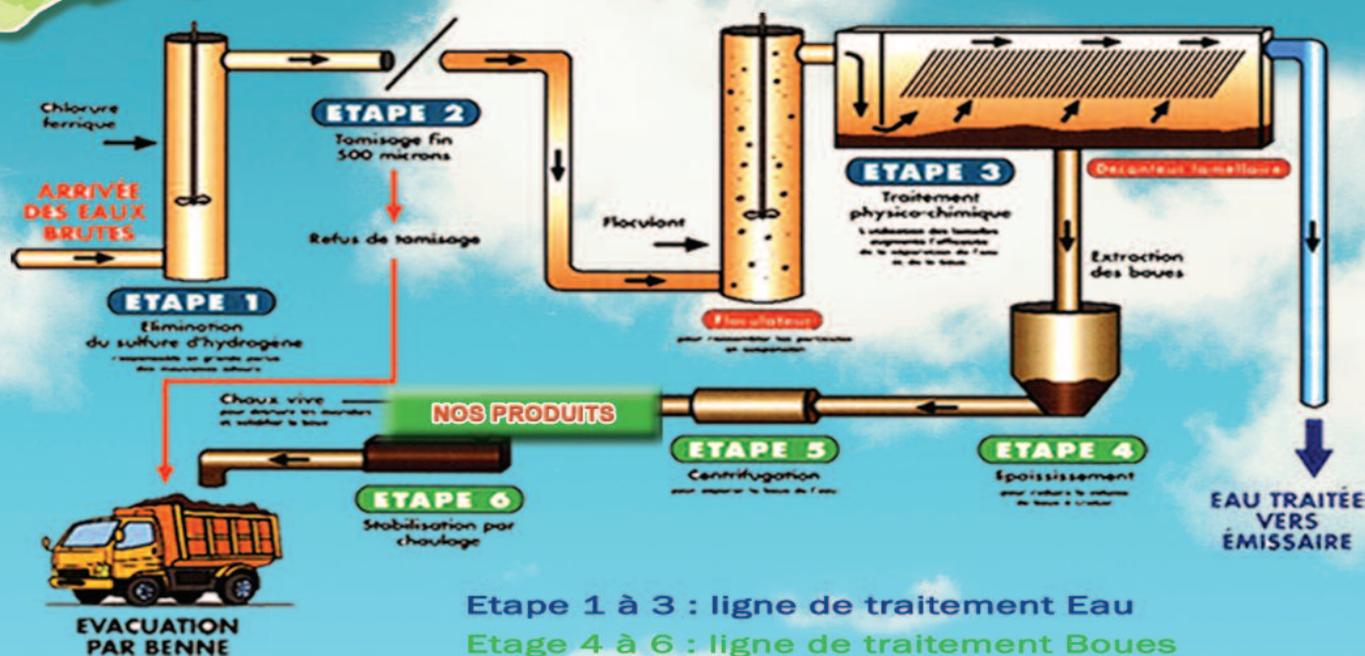
Principale institution de financement du développement du continent, la BAD a su répondre aux attentes de ses pays membres en restant solide, en dépit des troubles et crises qui ont agité le continent africain et l'ensemble du monde ces cinquante dernières années.

« La qualité des activités de la Banque et de son cadre de gestion du risque, celle de ses politiques et de ses dispositifs de contrôle financier, ainsi que celle de sa gouvernance institutionnelle, lui ont permis de préserver sa santé financière », constate une haute autorité tunisienne. Et la confiance des actionnaires ne lui font pas défaut dans ses choix stratégiques, qui lui ont permis de tripler son capital, explique Donald Kaberuka: «C'est grâce à ces choix stratégiques de la Banque et son action face à la crise financière de 2008 que les actionnaires ont consenti à tripler son capital, passant ainsi de 32 à 100

milliards de dollars...»

Depuis sa création, la BAD est sur tous les fronts et dans tous les secteurs, même si elle a de manière stratégique mis l'accent sur telle ou telle approche ou secteur particulier en fonction du contexte. L'institution a apporté sa contribution au réveil de l'Afrique qui se traduit par un taux de croissance soutenu de 5% au cours de la dernière décennie. Les prévisions du Fonds monétaire international (FMI) indiquent que le continent devrait être la région du monde à connaître la plus forte accélération de croissance, passant de 5,1% en 2013 à 6,1% en 2014. Mais il faudra faire en sorte que cette croissance serve à l'amélioration des conditions de vie des populations, à la création d'emploi pour les jeunes. Ce qu'explique le président Kaberuka : «Cette croissance doit aujourd'hui se traduire en transformation, c'est-à-dire qu'il ne faut pas que ce soit uniquement une croissance du PIB, mais une transformation de nos économies afin de pouvoir créer des emplois, monter sur la chaîne des valeurs et intégrer et intégrer le commerce international.» La stratégie décennale à savoir : «Au cœur de la transformation de l'Afrique» permettra d'avoir une vision à long terme du développement du continent. Heureusement, le cinquantenaire se tient dans un contexte où il est demandé à l'Afrique de questionner elle-même les paradigmes qui fondent son développement, ce qui apparaît salubre pour l'avenir du continent.

# Stage



- **Energie renouvelable**
- **Traitement d'eaux usées**
- **Traitement de déchets**



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO  
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT  
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

## La Banque de la CEDEAO *The ECOWAS Bank*

### **Financement de projets**

*Project financing*

### **Assistance technique**

*Technical assistanc*

### **Gestion de fonds spéciaux**

*Management of Special Funds*

Nous contribuons à l'essor économique de l'Afrique de l'Ouest à travers le financement des projets publics et privés de la CEDEAO et du NEPAD relevant des domaines du transport, de l'énergie, des télécommunications, de l'industrie, des services, de la réduction de la pauvreté, de l'environnement et des ressources naturelles.

*We contribute to economic development in West Africa by financing ECOWAS and NEPAD public and private sector projects relating to transport, energy, telecommunication, industry, poverty alleviation, the environment and natural resources.*

**[www.bidc-ebid.org](http://www.bidc-ebid.org)**

128 Boulevard du 13 janvier

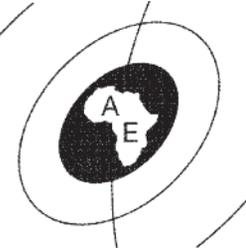
BP : 2704 Lomé-Togo

Tel. : + 228 22 21 68 64

Fax : + 228 22 21 86 84

[bidc@bidc-ebid.org](mailto:bidc@bidc-ebid.org)





# Le bilan mitigé pour l'Afrique

**Que retenir de la participation des équipes africaines à la Coupe du monde 2014 de football ? Qu'il y a eu deux équipes africaines (Algérie, Nigeria) en huitièmes de finale d'un Mondial pour la toute première fois ? Ou qu'il n'y en aura pas non plus cette fois en quarts de finale ni au-delà ?**

**Wilfried D. CRECEL**

**L**e bilan comptable cumulé des cinq équipes africaines en 17 matches n'est pas fameux, avec 3 victoires, 3 nuls, 11 défaites, 19 buts marqués et 32 encaissés. Il n'était pas forcément meilleur en Afrique du Sud, en 2010, avec 6 équipes engagées : 3 victoires, 6 nuls, 11 défaites, 16 buts marqués et 25 encaissés.

Au-delà des statistiques, l'impression laissée est variable : elle va du médiocre (Cameroun), au décevant (Côte d'Ivoire, Ghana) en passant par le plus encourageant (Algérie et Nigeria).

Alors que le défi était de briser le plafond de verre qui empêche une équipe africaine de se hisser au niveau des demi-finales, voilà que le continent est même incapable de faire comme le Ghana en 2010 : placer un de ses représentants en quarts de finale. Une contreperformance qu'il faut avoir le courage de regarder en face, afin d'en tirer les leçons les plus objectives, les plus vraies.

Finalement, l'Afrique se limite en 8ème de finale. Les records du Cameroun, du Sénégal et du Ghana qui sont les seuls dont les équipes sont allées jusqu'en quarts de finale ne sont donc pas battus. Certes, au cours de cette compétition brésilienne, deux équipes africaines ont joué le second tour. Il semble que c'est historique. Par ailleurs, il est vrai que Nigériens et Algériens ont poussé leurs adversaires respectifs jusque dans leurs derniers retranchements ; mais il faudrait peut-être rappeler que le football ne fonctionne pas selon la règle de celui qui a le mieux résisté.

Les vraies raisons de l'échec de l'Afrique Les Aigles du Nigeria et les Fennecs



algériens ont donné le meilleur d'eux-mêmes en jouant leur va-tout. Il va sans dire que l'expérience est la chose qui a le plus manqué aux équipes africaines à ce stade de la compétition.

L'inexpérience des équipes nigériane et algérienne a dû être pour beaucoup dans leur élimination. Cela est d'autant plus vrai qu'elles ont parfois dominé les matchs avant de les perdre. Il faut dire aussi qu'à l'exception des Lions indomptables du Cameroun, toutes les équipes africaines ont été vaincues sur un score étriqué, le plus souvent avec un but de différence ou parfois un match nul. Ce niveau, les formations africaines le doivent aux championnats de haut niveau, notamment européens. Ce sont donc les mêmes adversaires et coéquipiers des compétitions européennes en clubs qui se côtoient bien souvent sur le terrain et se connaissent parfois très bien.

S'il est vrai que l'inexpérience a joué contre l'Afrique, force est cependant de reconnaître que la participation africaine, de façon générale, a été en deçà des attentes. Sur 5 représentants, aucun n'a atteint le dernier carré. Il est plus que temps pour les équipes africaines de dépasser l'idéal de Coubertin pour qui, «l'essentiel est de participer».

Quand on va à une compétition, c'est pour la gagner. Après avoir atteint les quarts de finale à trois reprises, figuré dans le carré d'as, voire remporter le trophée devait être le principal objectif des équipes africaines.

Toutefois, l'arbre ne doit pas cacher la forêt. Le bilan mitigé des représentants africains à la fête du ballon rond pourrait en partie s'expliquer par les sempiternels problèmes qui entourent leur participation à ces grandes compétitions, notamment la question des primes, bref de la mal gouvernance des dirigeants sportifs que les représentants du continent renvoient à la face du monde. Car quoi qu'on dise, cet environnement moral déteint inévitablement sur la prestation des joueurs.

Cela dit, il appartient à l'Afrique de tirer les leçons de sa participation à ce mondial 2014 pour en corriger les failles et se préparer pour les prochaines compétitions. C'est ainsi qu'on peut rêver un jour de remporter le trophée mondial. En tout cas, l'Afrique a tout à gagner, en débarrassant ses équipes des tares qu'elles traînent depuis bien trop longtemps. C'est en ayant le courage de se remettre en cause que le continent reviendra plus fort à la prochaine coupe du monde



LYDIA LUDIC - ESPACE

Ly  
Lu



# ESPACES DE JEUX ET DE LOISIRS

BENIN - BURKINA FASO - BURUNDI - CÔTE D'IVOIRE - NIGER - R.D.CONGO - TOGO



dia

udic

777



**POKER - ROULETTE - BLACK JACK - BACCARAT - MACHINES À SOUS  
7/7 DE 12H À 4H DU MATIN**

15 rue de l'Entente Beniglato B.P. 30707 Lomé - Togo Tél : (+228) 22 22 86 50  
[www.lydialudic.com](http://www.lydialudic.com)

TABA - AKODÉ - BÈ - DECON - KLIKAMÉ - MOZART - AGOÉ - RAMCO

# OpSec Afrique

Assurance - Expérience - Sécurité

- Fabrication et Sécurisation des Visas Techniques (Attestation de Visite Technique)
- Fabrication et Sécurisation des Attestations et Diplômes Académiques
- Fabrication et Sécurisation des Vignettes Automobiles et Quittances
- Fabrication et Sécurisation des Supports de Cartes Grises
- Fabrication et Sécurisation des Chéquiers et Documents Bancaires
- Fabrication et Sécurisation des Laissez - Passer (de la Douane) pour les frontières
- Protection des Produits de Marques
- Authentification des Produits Pharmaceutiques
- Authentification et Tracking

**Billets de banques et documents sécurisés**



OpSec Afrique

## NOS FILIALES

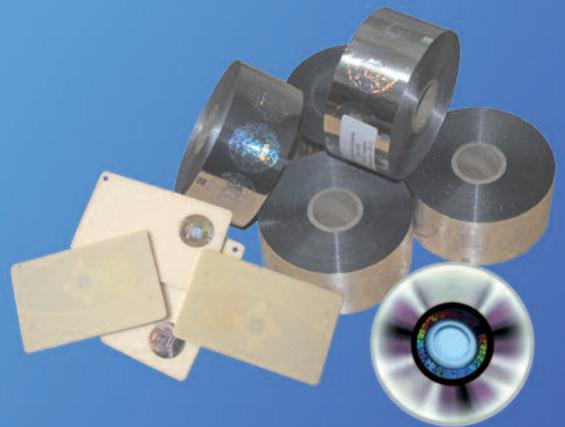
OpSec Afrique  
Sécurité & Assurance

### BENIN

Les Cocotiers 642 E -05 BP 1036 Cotonou  
Bureau: (+229) 21 30 25 91 - Fax: (+229) 21 30 26 05  
Mobile: (+229) 67 33 20 94 - 65 00 07 30  
office@opsecafriquesecurity.com - www.opsecafriquesecurity.com

### CONGO

Av. Félix Tchikaya (Route de la Base)  
BP 1127 Pointe-Noire  
Contacts : (00242) 06 600 93 18/(00242)06 863 63 22  
office@opsecafriquesecurity.com - www.opsecafriquesecurity.com



*Inspiré par l'environnement, démontré par l'expertise*